



Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 15/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LA COMPAGNIE EOLIENNE DU PAYS DE ROMANS**

Communauté d'Agglomération Valence Romans Sud Rhône-Alpes - Site de Romans  
13-15 rue René Réaumur - BP96  
26100 Romans-Sur-Isère

Références : 20250515-RAP-DAEN0618  
Code AIOT : 0006112594

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement LA COMPAGNIE EOLIENNE DU PAYS DE ROMANS implanté Bois de Montrigaud 26350 Valherbasse. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA COMPAGNIE EOLIENNE DU PAYS DE ROMANS
- Bois de Montrigaud 26350 Valherbasse
- Code AIOT : 0006112594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

PC : un permis de construire en date du 10 juin 2009 et un en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013

12 éoliennes

3 postes de livraison

Mise en service : mars 2018

Opérateur : Compagnie éolienne du Pays de Romans

Puissance : 24 MW - 12 éoliennes de 2 MW unitaire Fournisseur : SENVION

|                         |   |
|-------------------------|---|
|                         | Parc                                    |
| Modèle                  | Senvion MM92                            |
| Hauteur en bout de pôle | E1 à E10 : 136,25<br>E11 à E12 : 126,25 |
| Hauteur de moyeu (m)    | E1 à E10 : 90<br>E11 et E12 : 80        |
| Longueur pôle (m)       | 45                                      |
| Diamètre du rotor (m)   | 92,5                                    |
| Puissance unitaire (MW) | 2                                       |

**Thèmes de l'inspection :**

- Biodiversité
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Suivi environnemental                       | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12      | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 2  | Transmission des suivis environnementaux    | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 II. | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Identification, prescription pour les tiers | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14      | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 7  | Essais d'arrêt                              | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17      | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|------------------------------|--|-------------------|
| 3  | Accès au site                | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7  | Sans objet        |
| 4  | Accès aux équipements        | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet        |
| 6  | Propreté aérogénérateur      | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet        |
| 8  | Mise en arrêt d'urgence      | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 | Sans objet        |
| 9  | Lutte et prévention incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection permet de mettre en évidence que le parc est suivi de manière régulière.

Les écarts suivants à la réglementation sont identifiés et à lever :

- les données du rapport de suivi du Busard Saint-Martin doivent être versées sous DEPOBIO ;
- des suites sont à donner aux recommandations faites par le bureau d'études lors du suivi de mortalité 2023 ;
- les futurs suivis environnementaux doivent être transmis à l'inspection au plus tard dans les 6 mois après la dernière prospection ;
- le panneau ICPE informant les tiers des dangers doit être repris (des panneaux sont à terre et un manquant) ;

Suite au suivi du Busard Saint-Martin, l'administration demande par ailleurs à l'exploitant, avec l'appui du bureau d'études de formuler des propositions utiles pour réduire significativement le risque de mortalité concernant les rapaces.

Des observations sont faites :

- il reste 2 suivis de mortalité chiroptères à réaliser sur les 6 demandés lors du permis de construire initial ;
- une maintenance de batteries de pitch pour l'éolienne E8 est à réaliser ;
- un bruit de sifflement d'une pale de l'éolienne E4 est à investiguer ;
- le numéro d'urgence de l'exploitant doit être rajouté sur les panneaux réglementaires ICPE ;
- des tags présents sur les éoliennes E3 et E4 sont à nettoyer selon le calendrier classique de reprise de peinture des éoliennes.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant :

- 1) d'évaluer, en lien avec son bureau d'étude, les différents scénarios de bridage espèce par espèce, pour voir notamment comment les noctules sont actuellement couvertes et quel bridage permettrait de les couvrir au mieux.
- 2) de se positionner sur un pattern de bridage parmi ceux évalués, et en maximisant le bridage sur les noctules, en argumentant le cas échéant sa position sur la perte en productible occasionnée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Des suivis environnementaux de mortalité avifaune et chiroptères ont été menés en 2018, 2019, 2021 et 2023.</p> <p>Un suivi comportemental concernant le Busard Saint-Martin a été réalisé en 2023-2024 suite à découverte d'un cadavre de cette espèce.</p> <p>Un bridage en faveur des chiroptères s'est avéré nécessaire dès le premier suivi pour ce parc éolien.</p> <p>Lors du contrôle il a été vérifié que le dernier suivi de 2023 respectait bien le protocole national reconnu de 2018.</p> <p>Le rapport de suivi présente bien une caractérisation de la mortalité des espèces.</p> <p>Chiroptères :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 3 cas de mortalité découverts en 2023,</li><li>- 3 espèces différentes impactées avec :une Sérotine de Nilsson (quasi menacé), une Pipistrelle commune probable (préoccupation mineure) et une Noctule de Leisler (quasi menacé),</li><li>- Un taux de mortalité estimé entre 2,26 et 3,73 cas/éolienne/an,</li></ul>  |

Oiseaux :

- 3 cadavres d'oiseaux découverts en 2023,
- 3 espèces différentes impactées avec : un Busard Saint-Martin (vulnérable), un Serin cini (préoccupation mineure) et un Merle noir (préoccupation mineure),
- Un taux de mortalité estimé entre 2,24 et 3,47 cas/éolienne/an,

Les données du suivi ont été versées sur DEPOBIO.

Le suivi Busard Saint-Martin n'a par contre pas été versé. **Il convient de le faire sous 1 mois.**

Le suivi de 2023 a permis de vérifier l'efficacité du pattern de bridage chiroptères. Le bureau d'étude recommande de reconduire la régulation en place. Les éoliennes sont bridées de manière à éviter 87 % de l'activité des chiroptères. Un sondage a été réalisé sur le mois de juin 2024, les éoliennes s'arrêtent bien si les critères de vent et de températures sont rencontrés de nuit .

Il est demandé à l'exploitant :

- 1) d'évaluer, en lien avec son bureau d'étude, les différents scénarios de bridage espèce par espèce, pour voir notamment comment les noctules sont actuellement couvertes et quel bridage permettrait de les couvrir au mieux.
- 2) de se positionner sur un pattern de bridage parmi ceux évalués, et en maximisant le bridage sur les noctules, en argumentant le cas échéant sa position sur la perte en productible occasionnée.

L'exploitant a fait état de l'étude d'un nouveau système de bridage chiroptères (SMART+) pour ce parc. Un porter à connaissance sera envoyé, le cas échéant, à l'inspection pour analyse par l'administration de cette potentielle demande de changement.

Le bureau d'études recommande de bien vérifier avec le turbinier l'opérationnalité du bridage en machine. L'exploitant s'assurera pendant toute la période de bridage, que la régulation est correctement mise en œuvre et opérationnelle selon les termes définis. Cette vérification régulière pourra se faire selon des moyens internes ou par l'utilisation de Probat-inspector par exemple.

Le bureau d'études a également recommandé :

- des éléments concernant l'ouverture du milieu sous les éoliennes ;
- de ne pas encourager l'installation des chiroptères au niveau des aménagements (dans les nacelles ou les postes de livraison). Il a été constaté sur site à ce sujet des interstices au niveau du bardage du poste de livraison B. Il convient de le rendre hermétique et de vérifier que c'est le cas aussi pour les autres postes de livraison. Il convient de faire le point aussi sur les nacelles.
- de veiller à l'absence d'éclairage du parc ;
- de limiter la fréquentation des chauves-souris et des oiseaux autour des éoliennes. Notamment des points d'eaux stagnantes sont indiqués dans le rapport qu'il convient de traiter. Un point d'eau important a été constaté sur site au niveau de l'éolienne E1 ;
- de débroussailler sur 50 mètres autour des mâts.

L'exploitant indiquera les suites qu'il va donner aux recommandations du bureau d'études et aux constatations de l'inspection **sous 1 mois.**

Concernant le suivi Busard Saint-Martin, le rapport indique des comportements à risque qui concernent les oiseaux [rapaces] en chasse à hauteur de rotor (pour les éoliennes situées en zone ouverte), les survols de canopées lors de transit (pour les éoliennes situées en milieu boisé), les parades et les prises d'ascendances à proximité des éoliennes pour l'ensemble des éoliennes.

L'inspection vous demande **sous 1 mois**, avec l'appui du bureau d'études de nous faire toute proposition utile pour réduire significativement le risque de mortalité concernant les rapaces.

L'exploitant dispose d'une procédure qui précise les démarches à suivre lorsqu'un cadavre d'une espèce protégée est découvert.

La procédure précise que l'exploitant doit informer la DREAL dans les meilleurs détails en cas de découverte d'un cadavre d'une espèce menacée (ou mortalité massive).

Il a été rappelé à l'exploitant que désormais les suivis environnementaux permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères doivent être réalisés à minima tous les 10 ans d'exploitation (sauf s'il est mis en évidence un impact significatif entre-temps). Ainsi le prochain suivi « décennal » est à réaliser à partir de mars 2028 pour ce parc.

Pour rappel, le permis de construire demande un suivi de mortalité de 6 ans pour les chiroptères (prescription reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire ICPE du 15 février 2017).

**Il reste deux suivis à réaliser.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Transmission des suivis environnementaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 II.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des suivis environnementaux

### **Prescription contrôlée :**

II. - Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée :

- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;

[...]

### **Constats :**

L'exploitant a envoyé le dernier suivi mortalité plus de 10 mois après la dernière campagne de prospection. Il convient de le faire au plus tard dans les 6 mois pour les prochains suivis.

Le suivi du Busard Saint-Martin a été envoyé dans les 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 3 : Accès au site**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès au site  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.<br>Cet accès est entretenu.<br>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.  |
| <b>Constats :</b><br><br>La voie d'accès est carrossable et entretenue.<br>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.<br><br>Des tags présents sur les éoliennes E3 et E4 sont à nettoyer selon le calendrier classique de reprise de peinture des éoliennes |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 4 : Accès aux équipements**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.<br>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le poste de livraison B et l'éolienne E3 étaient bien fermés à clé le jour de l'inspection.<br><br>Les infiltrations d'eau dans les postes de livraison ont été traitées par évacuation par pompage vers l'extérieur.<br><br>L'éolienne E3 dispose également d'une évacuation d'eau par pompage si nécessaire (de l'humidité présente a conduit au remplacement passé d'un transformateur). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : Identification, prescription pour les tiers**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification, prescription pour les tiers   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.<br><br>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les aérogénérateurs sont identifiés par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât qui permet de faire la corrélation avec la déclaration OREOL.<br><br>Concernant les panneaux ICPE informant des dangers, il a été constaté que les panneaux indiqués sur le plan fourni par l'exploitant sont présents sur les accès principaux menant aux éoliennes.<br><br>Un panneau supplémentaire a été installé au niveau de l'éolienne 6 (chemin de randonnée en forêt) qu'il convient de renseigner sur le plan du site.<br><br>Les non-conformités suivantes sont à traiter :<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>- Refixer le panneau A qui était en position oblique (à l'ouest de E1).</li><li>- Resceller les panneaux K et L qui sont à terre (suite à travaux forestiers, agricoles ...).</li><li>- Réinstaller le panneau M qui n'est plus présent sur site.</li></ul><br>Les positions des panneaux peuvent être ré-adaptées aux contraintes locales pour éviter les incidents avec les parties prenantes. Les panneaux sont à positionner sur le chemin d'accès aux aérogénérateurs.<br><br>Il a été convenu de manière générale de remettre des étiquettes indiquant le numéro d'urgence permettant de joindre le service d'exploitation pour les nombreux panneaux ICPE où cette information n'est plus lisible. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 6 : Propreté aérogénérateur**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté aérogénérateur  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'intérieur du pied de mât de l'éolienne E3 était propre, il n'y avait pas de matériaux combustibles ou inflammables.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 7 : Essais d'arrêt**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais d'arrêt  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.<br><br>- un arrêt ;<br><br>- un arrêt d'urgence ;<br><br>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.<br><br>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Un échantillonnage a été réalisé.<br>L'éolienne E8 a fait l'objet des essais d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis une simulation de régime de survitesse en septembre 2024.<br><br>Un point « Non Ok » est relevé concernant les batteries de pitch (fuite mais valeurs de résistance interne correctes). Une action corrective est à apporter. Un justificatif sera fourni à l'inspection sous 1 mois.  |

|  |
|--|
| Sur site il a été constaté qu'une des pales de l'éolienne E4 fait un bruit de sifflement. L'exploitant investiguera ce point rapidement et tiendra informée l'inspection sous 1 mois des éventuelles actions correctives engagées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 8 : Mise en arrêt d'urgence**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en arrêt d'urgence   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Le pied de l'éolienne E3 est équipé de deux détecteurs de fumées.                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 9 : Lutte et prévention incendie**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte et prévention incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. |
| <b>Constats :</b><br><br>Un extincteur est présent dans le poste de livraison B et un extincteur est présent en pied de mât de l'éolienne E3.<br><br>Ils ont été contrôlés il y a moins de 1 an.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |